

A. Mesures de confinement	B. Niveaux de confinement		
	2	3	4
<b>Système de travail</b>			
12. Les systèmes fermés (2) doivent être situés dans une zone contrôlée	Recommandé	Recommandé	Oui, et construite à cet effet
13. Des avertissements concernant les risques biologiques doivent être placés	Recommandé	Oui	Oui
14. L'accès doit être réservé au seul personnel désigné	Recommandé	Oui	Oui, par le moyen d'un sas (3)
15. Le personnel doit prendre une douche avant de quitter la zone contrôlée	Non	Recommandé	Oui
16. Le personnel doit porter des vêtements de protection	Oui, des vêtements de travail	Oui	Oui, se changer complètement
<b>Déchets</b>			
17. Les effluents des éviers et des douches doivent être collectés et inactivés avant d'être rejetés	Non	Recommandé	Oui
18. Traitement des effluents avant l'évacuation finale	inactivés par des moyens chimiques ou physiques éprouvés	inactivés par des moyens chimiques ou physiques éprouvés	inactivés par des moyens chimiques ou physiques éprouvés

(1) HEPA(High efficiency particulate air)

(2) Système fermé: un système qui sépare physiquement le processus de l'environnement (p. ex. cuves d'incubateur, réservoirs, etc.).

(3) Sas: l'entrée doit se faire par un sas, qui est une pièce isolée du laboratoire. Le côté libre du sas doit être séparé du côté restreint par un vestiaire ou des douches et de préférence par des portes à verrouillage asservi.»

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 23 novembre 2020 modifiant le livre VII, titre 1<sup>er</sup> relatif aux agents biologiques du code du bien-être au travail

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi  
P.-Y. DERMAGNE

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2020/16192]

**23 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 56 portant une deuxième vague de programme de soutien aux opérateurs du secteur touristique dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19**

RAPPORT AU GOUVERNEMENT WALLON

**I. Présentation générale**

1. Suites aux mesures de confinement arrêtées par le Conseil National de Sécurité (ci-après CNS) afin de lutter contre la COVID-19, le Gouvernement wallon a pris plusieurs initiatives afin de soutenir les secteurs économiques impactés par une cessation ou un ralentissement de leurs activités.

Dans sa déclaration de politique régionale 2019-2024, le Gouvernement wallon relève que :

« *Le tourisme de loisirs et d'affaires offre, à des degrés divers, de nombreuses opportunités pour le développement économique. Pour mieux mettre en avant des atouts touristiques de la Wallonie, le Gouvernement entend :*

— *Considérer le tourisme comme un secteur économique à part entière, créateur de richesse et pourvoyeur de nombreux emplois en Wallonie ».*

Le tourisme en Wallonie représente en effet un poids économique d'importance qui se traduit comme suit :

- 2.8 milliards € de dépenses annuelles;
- 7.9 milliards € de chiffre d'affaires;

- 3.6 milliards € de valeur ajoutée brute qui représente 4.1% de la valeur ajoutée brute de la Wallonie;
- 84.000 postes de travail correspondants à 59.000 équivalents temps plein.

2. Le secteur du tourisme est frappé de plein fouet par la crise sanitaire, principalement en raison des nouvelles mesures prises par le CNS. Ces mesures ont été formalisées dans les arrêtés ministériels du 28 octobre 2020 et du 1<sup>er</sup> novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation de la COVID-19. Les mesures en question sont les suivantes :

- Fermeture des établissements relevant de l'horeca et les autres établissements de restauration et débits de boissons, sauf exception; les villages de vacances, les parcs de bungalows et les campings sont fermés au public à partir du 03 novembre 2020 (art. 4 de l'arrêté ministériel du 01<sup>er</sup> novembre 2020 susmentionné);
- Fermeture au public des établissements ou des parties d'établissements relevant du secteur culturel, festif, sportif, récréatif et événementiel, en ce compris les parcs d'attractions, les zoos et les parcs animaliers. (art. 6 de l'arrêté ministériel du 01<sup>er</sup> novembre 2020 susmentionné);
- Fermeture des magasins et commerces non essentiels;

L'estimation du manque à gagner en termes de chiffre d'affaires pour les 3 premiers trimestres 2020 est le suivant :

Industries du tourisme 1.658.133.756 €

Industries du tourisme - part liée au tourisme uniquement 735.254.789 €

Industries du tourisme - secteurs dépendant essentiellement du tourisme 629.245.268 €

Les opérateurs dont les activités ont été suspendues ou restreintes par l'autorité fédérale à la suite du Conseil National de Sécurité sont ainsi confrontés à des absences de recettes qui entraînent très rapidement des affaiblissements de trésoreries et des manques de liquidités. Les cessations de paiements auprès des créanciers, et leurs conséquences collatérales, sont imminentes et il convient de tempérer des situations économiques insoutenables.

3. En date du 29 octobre 2020, le Parlement wallon a adopté un nouveau décret octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19.

En son article 1<sup>er</sup>, §1<sup>er</sup>, il y est précisé que le Gouvernement peut, dans les matières qui relèvent de la compétence régionale, prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences, et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

4. Il a, dès lors, été proposé au Gouvernement wallon de prendre des mesures urgentes à destination de certains opérateurs en charge d'activités touristiques afin d'en soutenir la viabilité et de briser la rémanence des conséquences de la crise sanitaire sur l'économie wallonne.

Celles-ci sont construites au sein d'un nouveau programme d'aides financières à court terme dont les périmètres sont arrêtés en raison des activités touristiques exercées.

Les propositions ont été construites autour des lignes directrices suivantes :

- Conférer des liquidités pour éviter les ruptures de paiements auprès des créanciers et leurs conséquences collatérales, et tempérer des situations économiques insoutenables;
- Viser les activités touristiques les plus impactées par les mesures du Conseil National de Sécurité;
- Minimiser les charges administratives pour les bénéficiaires;
- Assurer une maîtrise budgétaire par des mécanismes de projection (curseurs et montants maximaux) et la fixation de budgets alloués.

Sont visées :

- Les activités assumées par les attractions;
- Les activités d'hébergement liées au tourisme social;
- Les activités des hébergements touristiques visés à l'article 1<sup>er</sup>, 27°, 29°, a) à c) et 35°

Pour ce qui concerne les hébergements touristiques, il est proposé de favoriser les hébergements de plus grande capacité en termes de lits dès lors que les nouvelles mesures du Conseil national de sécurité prévoit dorénavant que chaque ménage n'est plus autorisé à accueillir dans un hébergement touristique que maximum un même contact rapproché durable par membre du ménage à la fois par période de six semaines (art. 8 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> novembre 2020 susmentionné), ce qui limite fortement l'activité des hébergements de plus grande capacité.

Les mesures de soutien visées par les dispositifs proposés s'adressent aux secteurs les plus fortement impactés par les mesures de contingentement et décisions de fermetures imposées dans le cadre des mesures sanitaires.

Les attractions touristiques ont été limitées par les mesures de contingentement et n'ont donc jamais pu rouvrir à pleine capacité ce qui a entraîné d'importantes pertes de recettes. La limitation presque totale des sorties scolaires a également un impact fort pour le secteur.

Les hébergements de tourisme social souffrent également fortement de la limitation des voyages scolaires – certains opérateurs ayant été contraints de fermer anticipativement à la décision du Comité de concertation.

Les hébergements de grande capacité sont particulièrement impactés par les limitations des contacts sociaux et doivent faire face à des charges importantes.

Plusieurs d'entre eux n'ont d'ailleurs pas pu rouvrir depuis la décision de confinement du 14 mars 2020, une ouverture sous contrainte ne leur permettant pas de faire face aux charges qu'entraîne le fonctionnement de leur établissement.

Considérant ces éléments et le fait que les cessations de paiements auprès des créanciers des opérateurs touristiques, et leurs conséquences collatérales, sont imminentes, ce qui pourrait entraîner des situations insoutenables sur le plan économique, il est proposé de soutenir ces secteurs en priorité.

Le Commissariat général au tourisme assurera la gestion de l'octroi de ces aides conformément aux missions qui lui sont dévolues en vertu de l'article 5.D, §1<sup>er</sup>, 1° du Code wallon du Tourisme.

5. La technique législative des pouvoirs spéciaux est retenue. En raison de la transversalité des mesures et pour assurer une lisibilité aisée, un seul arrêté est adopté par le Gouvernement en matière touristique.

6. Le 13 novembre 2020, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par la Ministre de la Fonction Publique, du Tourisme, du Patrimoine et de la sécurité routière de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°56 portant une deuxième vague de programme de soutien aux opérateurs du secteur touristique dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19.

L'avis du Conseil d'Etat a été rendu le 19 novembre 2020 (avis n° 68.289/4).

## II. Commentaire des articles

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Soutien aux attractions touristiques autorisées par le Commissariat général au Tourisme pour les frais d'entretien de leurs infrastructures pendant la période de fermeture au public et d'accessibilité restreinte obligatoire à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19*

**L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>** fait référence à l'article 1, 5<sup>o</sup>.D du Code wallon du tourisme, portant définition d'une attraction touristique :

« 5<sup>o</sup> attraction touristique : le lieu de destination constitué d'un ensemble d'activités et de services intégrés clairement identifiables au sein d'une infrastructure pérenne, exploité de façon régulière comme pôle d'intérêt naturel, culturel ou récréatif et aménagé dans le but d'accueillir touristes, excursionnistes et visiteurs locaux sans réservation préalable;

*Ne constituent pas une attraction touristique les activités foraines, les lieux offrant une simple location de matériel, les paysages, les villes, les sites librement accessibles et les lieux destinés à la pratique sportive pure, à l'organisation de spectacles, d'événements culturels, sportifs ou festifs ».*

Il convient de se référer à cette définition pour la mise en œuvre de la mesure de soutien envisagée au présent chapitre.

Par arrêtés ministériels du 28 octobre 2020 et du 1<sup>er</sup> novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation de la COVID-19, toutes les attractions touristiques ont été fermées à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2020, et ce jusqu'au 13 décembre 2020.

Durant cette période de restriction de leurs activités, les attractions touristiques percevront des recettes fortement réduites liées aux entrées payantes.

Par ailleurs, et sur cette même période, les attractions touristiques supportent des frais pour garantir le maintien en état et l'entretien de leurs infrastructures, dont certains sont permanents.

Afin de soutenir ces opérateurs, le Gouvernement décide de mettre en place un mécanisme d'aide financière aux opérateurs pour participer à la couverture des frais inhérents au maintien en état et à l'entretien des infrastructures des attractions touristiques en regard du poids touristique de l'attraction concernée.

**Le paragraphe 2** prévoit les conditions d'octroi de cette aide.

Sont éligibles à la mesure, les attractions touristiques au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du Code wallon du tourisme qui sont autorisés par le Commissariat général au Tourisme en vertu des articles 110D et suivants dudit Code, et ce, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté.

**Le paragraphe 3** indique la formule de calcul du montant de l'aide.

Il est considéré que les recettes liées au prix des entrées couvrent *a minima* les frais liés à l'entretien des infrastructures des attractions, sans quoi la rentabilité des activités ne peut être assurée.

Dès lors, la méthodologie de calcul adoptée pour arrêter le montant des aides octroyées aux opérateurs est la suivante.

Critères pris en considération pour le calcul de l'aide :

- Moyenne journalière des entrées sur l'année (entrées 2019/ 365);
- Montant arrêté forfaitairement sur chaque entrée affecté à l'entretien des infrastructures de 1,25 €;
- Nombre de journées de fermeture de l'attraction, soit 43 jours.

Le montant des aides octroyées aux opérateurs est arrêté en multipliant ces 3 facteurs.

La moyenne journalière des entrées est calculée en se fondant sur les entrées de l'année 2019. Ce nombre d'entrées est calculé sur l'année civile 2019 (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019), et sans considération de la durée complète de l'activité touristique de l'établissement, pour maintenir une règle commune et simple de comptabilisation.

Afin d'objectiver le nombre d'entrées, et assurer une égalité de traitement, le nombre d'entrées est celui qui a été fourni, *in tempore non suspecto*, par l'opérateur au Commissariat général en application de l'article 131, 11<sup>o</sup> du Code, qui dispose que :

« Le titulaire de l'autorisation fournit au Commissariat général au Tourisme, au plus tard le 31 janvier de chaque année, les informations relatives à la fréquentation touristique de l'année civile écoulée, en ce compris les indicateurs économiques de base, et selon les modalités fixées par le Commissariat général au Tourisme »

La méthodologie de comptabilisation des entrées a été arrêtée par l'Observatoire wallon du Tourisme sur la base des normes statistiques, de sorte qu'elle s'applique de la même façon à tous les opérateurs. A la demande de l'Observatoire wallon du Tourisme, qui interroge les attractions sur leur fréquentation, les abonnements ne sont pas comptabilisés lors de chaque visite mais uniquement lors de l'achat de ceux-ci. Il n'y a donc pas de multi-comptabilisation : chaque abonnement correspond à une seule entrée.

Le nombre de journées de fermeture comptabilisées, à savoir 43, a été calculé en fonction de la période du 1<sup>er</sup> novembre au 13 décembre 2020 inclus. Il est important de préciser que, compte tenu des contraintes budgétaires, ce nombre est plafonné à 43.

Le nombre de journées de fermeture et d'accessibilité restreinte de l'attraction se compte en jours calendriers. Le fait que l'attraction aurait, de toute façon, été fermée certains de ces jours (en raison de jours de fermeture hebdomadaire, de fermeture saisonnière, etc...) n'a pas d'incidence.

**Le paragraphe 4** prévoit que le montant de l'aide octroyée ne peut être ni inférieur à 500 € ni supérieur à 25.000 €.

CHAPITRE II. — *Soutien aux associations de tourisme social reconnues par le Commissariat général au Tourisme pour les frais d'entretien de leurs infrastructures d'hébergement touristique du 3 novembre 2020 au 13 décembre 2020*

**L'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>**, vise à octroyer une aide en faveur des associations de tourisme social visées à l'article 1, 48<sup>o</sup>, du Code wallon du Tourisme (qui définit le tourisme social comme étant « les activités de loisir et de vacances organisées par une association de façon à offrir à toute personne, et en particulier aux personnes économiquement et culturellement défavorisées, les meilleures conditions pratiques d'accès réel à ces activités ») et qui sont reconnues en vertu de l'article 313.D, du Code wallon du Tourisme à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté, pour les frais d'entretien de leurs infrastructures d'hébergement touristique encourus pendant la période du 01<sup>er</sup> novembre 2020 au 13 décembre 2020 inclus durant laquelle ces hébergements ont été fermés au public de l'autorité fédérale.

Cette aide est versée à l'association de tourisme social même, s'agissant du seul acteur reconnu (et disposant, au demeurant, de la personnalité juridique) dans le secteur au sein du Code wallon du Tourisme.

En effet, une attention particulière doit être portée sur les touristes dont le portefeuille est économiquement affaibli et pour lesquels le recours aux hébergements de tourisme social n'est pas un choix mais s'impose tout simplement.

Les opérateurs de tourisme social proposent une offre d'hébergements de qualité à prix solidaires.

Le Gouvernement a donc décidé de les soutenir par une aide financière afin qu'ils puissent continuer à offrir, lors de la reprise de leurs activités, des hébergements entretenus et de qualité, et afin de tempérer le transfert des coûts engagés pour l'entretien de ces derniers durant la période de suspension de leurs activités sur les prix proposés.

**Le paragraphe 2** prévoit les conditions d'octroi.

L'association de tourisme social visée à l'article 1<sup>er</sup>, 48°, du Code wallon du tourisme doit être reconnue au sens de l'article 313.D. du Code à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Le paragraphe 3** indique la formule de calcul du montant de l'aide. La méthodologie de calcul proposée pour arrêter le montant des aides octroyées aux opérateurs de tourisme social est arrêtée en cohérence avec le chapitre 1<sup>er</sup> « *Soutien au maintien en l'état des infrastructures des attractions touristiques* », en tenant compte cependant du fait que le début de leur fermeture a commencé le 3 novembre 2020.

Aussi, partant du principe que le Commissariat général au Tourisme ne dispose pas des fréquentations spécifiques à chaque hébergement de tourisme social, le critère qui s'attache à la moyenne journalière des entrées payantes sur l'année est remplacé par les capacités des hébergements en nombre de lits.

Les recettes liées au prix des nuitées couvrent *a minima* les frais liés à l'entretien des hébergements de tourisme social, sans quoi la rentabilité de l'activité ne peut être assurée.

Critères pris en considération pour le calcul de l'aide :

- Capacité des hébergements en nombre de lits;
- Montant arrêté forfaitairement sur chaque nuitée payante affecté à l'entretien des hébergements de 1,25 €.
- Le nombre de journées de fermeture de l'hébergement, soit 41 jours, couvrant la période du 3 novembre 2020 au 13 décembre 2020 inclus.

Le montant des aides octroyées aux opérateurs est arrêté en multipliant ces 3 facteurs.

CHAPITRE III. — *Soutien à destination des Gîtes et meublés de vacances d'une capacité de base de plus de dix personnes, autorisés par le Commissariat général au Tourisme pour les frais d'entretien de leurs infrastructures à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19*

**Le paragraphe 2 prévoit** une aide en faveur des hébergements touristiques visés à l'article 1<sup>er</sup>, 29°, a) à c), et 35°, du Code wallon du tourisme, d'une capacité de plus de dix personnes, qui sont autorisés en vertu de l'article 202.D. et suivants du Code wallon du Tourisme à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté, pour les frais d'entretien de leurs infrastructures d'hébergement touristique en raison du faible taux d'occupation consécutif aux mesures sanitaires de restriction des contacts rapprochés.

Cette disposition vise donc :

- l'hébergement touristique de terroir: tout hébergement touristique, situé hors d'un village de vacances, d'un parc résidentiel de week-end, d'un camping touristique, à l'exclusion d'un établissement hôtelier, d'un endroit de camp ou d'un centre de tourisme social, portant une des dénominations suivantes :
  - a) « gîte rural » lorsqu'il est aménagé dans un bâtiment rural typique du terroir, indépendant et autonome;
  - b) « gîte citadin » lorsqu'il est aménagé dans un bâtiment typique du terroir, indépendant et autonome, situé en milieu urbain;
  - c) « gîte à la ferme » lorsqu'il est aménagé dans un bâtiment, indépendant et autonome, d'une exploitation agricole en activité ou à proximité immédiate de celle-ci;
- Les meublés de vacances : l'hébergement touristique indépendant et autonome, situé hors d'un village de vacances, d'un parc résidentiel de week-end, d'un camping touristique, à l'exclusion d'un établissement hôtelier, d'un endroit de camp, d'un centre de tourisme social ou d'un hébergement touristique de terroir;

Le paragraphe 2 vise à établir un montant forfaitaire de 2.500 € par hébergement autorisé, quel que soit le nombre de lits.

En effet, partant du principe que le Commissariat général au Tourisme ne dispose pas des fréquentations spécifiques à chaque hébergement et dans un souci de dégager rapidement une aide pour ce secteur, il est proposé de forfaitariser l'intervention financière.

CHAPITRE IV. — *Modalités d'octroi des subventions et aides visées aux chapitres 1<sup>er</sup> à 3*

**L'article 4 6** prévoit les modalités d'introduction des demandes de subventions et d'aides. Seules les demandes introduites sur la base des formulaires via le formulaire pré-rempli qui est adressé au bénéficiaire par le Commissariat général au Tourisme seront recevables.

Seules les demandes introduites au plus tard le 7 décembre 2020 à 23h59 sont recevables, soit par envoi d'un courrier postal, la demande adressée dans les formes et selon les modalités prévues par le formulaire, le cachet de la poste faisant foi, soit via une demande par courrier électronique, adressée dans les formes et selon les modalités prévues par le formulaire, l'envoi de ce courrier électronique constituant la date d'introduction de la demande.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**L'article 5** dispose que l'arrêté entre en vigueur le lendemain de son adoption par le Gouvernement wallon.

**L'article 6** dispose que la ministre qui a le Tourisme dans ses attributions est chargée de l'exécution de l'arrêté.

## Avis du Conseil d'État

section de législation

Avis 68.289/4 du 19 novembre 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°... 'portant une deuxième vague de programme de soutien aux opérateurs du secteur touristique dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19'

Le 13 novembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°... 'portant une deuxième vague de programme de soutien aux opérateurs du secteur touristique dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 19 novembre 2020. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Bernard Blero et Patrick Ronvaux, conseillers d'État, et Anne—Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît Jadot, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 novembre 2020.

Suivant l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'espèce, la lettre de demande d'avis ne fait pas mention de l'urgence.

Par contre, la notification jointe au dossier transmis à la section de législation, aux termes de laquelle le Gouvernement wallon a, le 13 novembre 2020, adopté le projet d'arrêté en première lecture et chargé la Ministre de requérir l'avis de la section de législation dans un délai de cinq jours, conformément à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', comporte le passage suivant :

« L'urgence est motivée :

- par les mesures promulguées par le Comité de concertation du 30 octobre 2020 et l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> novembre 2020 portant des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;
- par le fait que les opérateurs touristiques dont les activités ont été suspendues ou annulées continuent à faire face aux charges relatives à leur infrastructure ou à des dépenses engagées avant la décision du Comité de Concertation du 30 octobre 2020; qu'ils sont confrontés à des absences de recettes qui entraînent des affaiblissements de trésoreries et des carences de liquidités; que les cessations de paiements auprès des créanciers des opérateurs touristiques, et leurs conséquences collatérales, sont imminentes, ce qui pourrait entraîner des situations insoutenables sur le plan économique; que la reprise des activités des opérateurs touristiques nécessitera obligatoirement la mise en place de mesures sanitaires.

Il convient, dès lors, d'adopter des mesures urgentes en faveur des opérateurs touristiques afin de soutenir leur viabilité et ainsi éviter un impact massif sur l'économie wallonne par un effet de domino.

Il importe, enfin, de pouvoir verser ces aides et subventions dans les meilleurs délais; l'urgence est donc justifiée ».

Cette justification de l'urgence aurait dû figurer dans la lettre de demande d'avis.

À titre exceptionnel, elle peut être prise en considération pour établir que la demande d'avis est recevable.

Toutefois, à l'avenir, il conviendra de veiller à ce que la motivation spéciale de l'urgence requise lorsque l'avis de la section de législation est réclamé dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables, figure bien dans la lettre de demande d'avis, et ce afin d'assurer un respect scrupuleux de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' sous peine d'irrecevabilité de la demande d'avis.

Par ailleurs, conformément à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', la motivation de l'urgence qui aurait dû figurer dans la demande d'avis doit être reproduite dans le préambule de l'arrêté.

En l'espèce, cette exigence n'est qu'imparfaitement respectée.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

#### Observations générales

1. Le projet d'arrêté est pris en exécution du décret du 29 octobre 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19'.

L'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret du 29 octobre 2020 dispose comme suit :

« Afin de permettre à la Région wallonne de faire face à la pandémie de la COVID-19, le Gouvernement peut prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie de la COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ».

Il résulte de cette disposition que les pouvoirs donnés au Gouvernement le sont uniquement en vue de prendre, en urgence et sous peine de péril grave, des mesures utiles pour prévenir et traiter des situations qui posent problème dans le cadre strict de la pandémie de la COVID-19 et de ses conséquences.

En l'espèce, les articles 1<sup>er</sup> et 2 du projet d'arrêté sont rédigés en des termes dont il ressort incontestablement que les mesures de soutien du secteur touristique qu'ils prévoient s'inscrivent dans le cadre fixé par l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret du 29 octobre 2020.

Par contre, en l'état, ce n'est pas le cas de l'article 3. En effet, dans les termes dans lesquels elle est rédigée, cette disposition ne fait pas expressément apparaître qu'elle vise uniquement à régler des situations qui posent problème dans le cadre strict de la pandémie de la COVID-19 et de ses conséquences, et ce alors que le dossier atteste par ailleurs que telle est l'intention du gouvernement.

L'article 3 sera dès lors revu pour tenir compte de cette observation.

2. La question se pose de savoir pour quel motif admissible au regard des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination le projet d'arrêté limite l'application des mesures de soutien qu'il prévoit à certaines situations et à certaines catégories d'opérateurs du secteur touristique.

La note au Gouvernement wallon précédant l'adoption du projet d'arrêté en première lecture donne sur ce point l'explication suivante :

« Les mesures de soutien visées par les dispositifs proposés s'adressent aux secteurs les plus fortement impactés par les mesures de contingentement et décisions de fermetures imposées dans le cadre des mesures sanitaires.

Les attractions touristiques ont été limitées par les mesures de contingentement et n'ont donc jamais pu rouvrir à pleine capacité ce qui a entraîné d'importantes pertes de recettes. La limitation presque totale des sorties scolaires a également un impact fort pour le secteur.

Les hébergements de tourisme social souffrent également fortement de la limitation des voyages scolaires – certains opérateurs ayant été contraints de fermer anticipativement à la décision du Comité de concertation.

Les hébergements de grande capacité sont particulièrement impactés par les limitations des contacts sociaux et doivent faire face à des charges importantes.

Plusieurs d'entre eux n'ont d'ailleurs pas pu rouvrir depuis la décision de confinement du 14 mars 2020, une ouverture sous contrainte ne leur permettant pas de faire face aux charges qu'entraîne le fonctionnement de leur établissement.

Considérant ces éléments et le fait que les cessations de paiements auprès des créanciers des opérateurs touristiques, et leurs conséquences collatérales, sont imminentes, ce qui pourrait entraîner des situations insoutenables sur le plan économique, il est proposé de soutenir ces secteurs en priorité » (1).

Ces explications gagneraient à figurer également dans le rapport au Gouvernement wallon.

### Observations particulières

#### Préambule

1. le projet trouve son fondement dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret du 29 octobre 2020.

Il y a dès lors lieu de rédiger l'alinéa 1<sup>er</sup>, comme suit :

« Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>; ».

2. Les dispositifs mentionnés aux alinéas 2 et 3 ne constituant pas les fondements juridiques du projet, ces alinéas seront omis; toutefois, dès lors qu'ils concernent le cadre juridique dans lequel s'inscrit l'arrêté en projet, ces dispositifs peuvent être mentionnés sous la forme de considérants.

#### Dispositif

#### Article 1<sup>er</sup>

Dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale par les Arrêtés ministériels du 28 octobre 2020 et du 1<sup>er</sup> novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 » seront remplacés par les mots « en application de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ou de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> novembre 2020 qui l'a modifié ».

#### Article 3

Le paragraphe 1<sup>er</sup> appelle les observations suivantes :

1. Il résulte des explications du délégué de la Ministre que la mention de l'article 1.D, 29°, a), b) et c), et 35°, du Code wallon du tourisme suffit à identifier toutes les catégories d'hébergements touristiques auxquelles s'applique la disposition à l'examen.

Aussi, il est dépourvu de raison d'être et il pourrait être source d'équivoque de faire également état de l'article 1.D, 27°, du Code wallon du tourisme.

Par conséquent, comme en a convenu le délégué de la Ministre, la mention de cette dernière disposition sera omise.

2. Le délégué de la Ministre a indiqué que, pour éviter toute confusion, le mot « lits » doit être remplacé par le mot « personnes ».

Le texte sera corrigé en ce sens.

#### Article 5

La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'arrêté en projet devrait produire ses effets ou entrer en vigueur à une date fixée en fonction du jour de son adoption.

Mieux vaut dès lors prendre en considération la date de la publication de l'arrêté au *Moniteur belge* pour fixer son entrée en vigueur.

Le greffier,  
Anne-Catherine Van Geersdaele

Le président,  
Martine Baguet

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Page 8 de la note au Gouvernement wallon.

**23 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 56 portant une deuxième vague de programme de soutien aux opérateurs du secteur touristique dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 novembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 novembre;

Vu le rapport du 19 mai 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'urgence motivée par le fait que les mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19 imposent le contingentement ou la suspension de certaines activités de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive, touristique et récréative ainsi que le contingentement ou la fermeture au public des opérateurs touristiques à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2020;

Que les opérateurs touristiques dont les activités ont été suspendues, restreintes ou annulées continuent à faire face à des frais d'entretien de leur infrastructure ou à des dépenses engagées avant les mesures prises par l'autorité fédérale par arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> novembre 2020 susmentionné pour limiter la propagation de la COVID-19;

Qu'ils sont confrontés à des absences de recettes qui entraînent des affaiblissements de trésoreries et des carences de liquidités;

Que les cessations de paiements auprès des créanciers des opérateurs touristiques, et leurs conséquences collatérales, sont imminentes, ce qui pourrait entraîner des situations insoutenables sur le plan économique;

Qu'il convient dès lors d'adopter des mesures urgentes en faveur des opérateurs touristiques afin de soutenir leur viabilité et ainsi éviter un impact massif sur l'économie wallonne par un effet de domino;

Qu'il importe de pouvoir verser ces aides et subventions dans les meilleurs délais et que l'urgence est donc justifiée;

Vu l'avis 68.289/4 du Conseil d'État, donné le 19 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Code wallon du Tourisme;

Considérant les arrêtés ministériels du 28 octobre 2020 et du 1<sup>er</sup> novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

Sur la proposition de la Ministre du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Soutien aux attractions touristiques autorisées par le Commissariat général au Tourisme pour les frais d'entretien de leurs infrastructures pendant la période de fermeture et d'accessibilité restreinte au public obligatoire à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19**

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Commissariat général au Tourisme alloue une aide en faveur des attractions touristiques visées à l'article 1.D, 5°, du Code wallon du Tourisme qui sont autorisées en vertu des articles 110.D. et suivants du Code wallon du Tourisme à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour les frais d'entretien de leurs infrastructures encourus pendant la période durant laquelle elles ont vu leurs activités au public restreintes en application de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ou de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> novembre 2020 qui l'a modifié.

§ 2. L'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est accordée lorsque l'attraction touristique est autorisée en vertu des articles 110.D. et suivants du Code wallon du Tourisme à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 3. Le montant de l'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est calculé selon la formule  $PT \times EI \times 43$  dans laquelle :

1° PT correspond à la moyenne journalière du nombre d'entrées sur l'année civile 2019, représentant le poids touristique de l'attraction touristique. La moyenne journalière est obtenue en divisant le nombre total d'entrées sur l'année civile 2019 par 365. Le nombre d'entrées sur l'année civile 2019 est arrêté par référence aux informations communiquées par les attractions touristiques auprès du Commissariat général au Tourisme pour l'année 2019 en exécution de l'article 131, 11°, du Code wallon du Tourisme;

2° EI correspond à 1,25 € considérée comme la part forfaitaire du prix du ticket d'entrée payant couvrant les frais d'entretien des infrastructures.

§ 4. Le montant de l'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> ne peut être ni inférieur à 500 € ni supérieur à 25.000 € par attraction touristique.

**CHAPITRE II. — Soutien aux associations de tourisme social reconnues par le Commissariat général au Tourisme pour les frais d'entretien de leurs infrastructures d'hébergement touristique du 3 novembre au 13 décembre**

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Commissariat général au Tourisme alloue une aide en faveur des associations de tourisme social visées à l'article 1<sup>er</sup>, 48°, du Code wallon du Tourisme qui sont reconnues en vertu de l'article 313.D, du Code wallon du Tourisme à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour les frais d'entretien de leurs infrastructures d'hébergement touristique encourus pendant la période du 3 novembre 2020 au 13 décembre 2020 inclus durant laquelle ces hébergements ont vu leurs activités au public restreintes en application de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ou de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> novembre 2020 qui l'a modifié.

§ 2. L'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est accordée lorsque l'association de tourisme social visée à l'article 1<sup>er</sup>, 48°, du Code wallon du Tourisme est reconnue en vertu de l'article 313.D. du Code wallon du Tourisme à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 3. Le montant de l'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est calculé de manière forfaitaire selon la formule  $CA \times EH \times 41$  dans laquelle :

1° CA correspond à la capacité d'accueil maximale journalière en nombre de lits de l'ensemble des hébergements touristiques gérés par une association de tourisme social;

2° EH correspond à 1,25 €, considérée comme la part forfaitaire du prix de chaque nuitée payante couvrant les frais d'entretien de l'infrastructure des hébergements touristiques gérés par une association de tourisme social.

CHAPITRE III. — *Soutien à destination des Gîtes et Meublés de vacances autorisés par le Commissariat général au Tourisme d'une capacité de base de plus de dix personnes pour les frais d'entretien de leurs infrastructures à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Commissariat général au Tourisme alloue une aide forfaitaire en faveur des hébergements touristiques visés à l'article 1<sup>er</sup>, 29° a, b et c, et 35°, du Code wallon du Tourisme, qui sont autorisés en vertu des articles 202.D et suivants du Code wallon du Tourisme à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, d'une capacité de plus de 10 personnes pour les frais liés à ces hébergements touristiques encourus pendant la période du 3 novembre 2020 au 13 décembre 2020 inclus durant laquelle ces hébergements ont vu leurs activités au public restreintes en application de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ou de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> novembre 2020 qui l'a modifié.

§ 2. Le montant de la subvention visée au paragraphe 1<sup>er</sup> correspond à un montant forfaitaire de 2.500 € par hébergement autorisé.

CHAPITRE IV. — *Modalités d'octroi des subventions et aides visées aux chapitres 1<sup>er</sup> à 3*

**Art. 4.** La demande d'octroi des subventions et des aides visées aux Chapitres 1<sup>er</sup> à 3 est introduite via le formulaire pré-rempli qui est adressé au bénéficiaire. Elle est adressée soit par envoi postal, soit par envoi électronique au Commissariat général au Tourisme, aux adresses indiquées dans les formulaires.

Seules les demandes introduites au plus tard le 7 décembre 2020 à 23h59 sont recevables.

Dans le cas d'un courrier postal, la demande adressée dans les formes et selon les modalités prévues par le formulaire, doit être introduite avant cette date, le cachet de la poste faisant foi.

Dans le cas d'une demande par courrier électronique, adressée dans les formes et selon les modalités prévues par le formulaire, l'envoi de ce courrier électronique constitue la date d'introduction de la demande.

Si les mentions complétées par le bénéficiaire dans le formulaire sont incomplètes, illisibles, ou irrégulières, la demande peut être considérée comme irrecevable par le Commissariat général au tourisme.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de son adoption.

**Art. 6.** La Ministre qui a le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 novembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/16192]

23 NOVEMBER 2020. — **Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 56 houdende een tweede golf van ondersteuningsprogramma's voor operatoren in de toeristische sector in het kader van de gezondheids-crisis COVID-19**

VERSLAG AAN DE WAALSE REGERING

### **I. Algemeen overzicht**

1. Ten gevolge van de lockdownmaatregelen die de Nationale Veiligheidsraad (hierna NVR) ter bestrijding van COVID-19 vaststelde, nam de Waalse Regering meerdere initiatieven om de economische sectoren te ondersteunen die leden onder een stopzetting of een vertraging van hun activiteit.

De algemene beleidsverklaring van de Waalse Regering 2019-2024 stelt het volgende vast :

*“Toerisme, of voor ontspanning of voor zaken, biedt in verschillende gradaties talrijke kansen voor de economische ontwikkeling.*

*Om de toeristische troeven van Wallonië beter uit te spelen, is de Regering voornemens :*

— *Het toerisme te beschouwen als een volwaardige economische sector die rijkdom voortbrengt en veel werkgelegenheid verschaft in Wallonië”.*

Het toerisme staat in Wallonië immers voor een aanzienlijk economisch gewicht, namelijk :

- 2.8 miljard € de jaarlijkse uitgaven;
- 7.9 miljard € omzet;
- 3.6 miljard € bruto-toegevoegde waarde, goed voor 4.1% van de Waalse bruto-toegevoegde waarde;
- 84.000 arbeidsplaatsen ofte 59.000 voltijdsequivalenten.



2. De toeristische sector lijdt hard onder de sanitaire crisis, hoofdzakelijk wegens de nieuwe maatregelen van de NVR. Deze maatregelen kregen vorm in de ministeriële besluiten van 28 oktober 2020 en 1 november 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende houdende dringende maatregelen ter beperking van de verspreiding van het coronavirus COVID-19. De maatregelen waarvan sprake zijn de volgende :

- Sluiting van de horeca-vestigingen en de andere eet- en drankgelegenheden, behoudens uitzonderingen; de vakantie dorpen, de bungalowparken en de campings zijn voor het publiek gesloten vanaf 3 november 2020 (art. 4 van bovenbedoeld ministerieel besluit van 1 november 2020);
- Sluiting voor het publiek van de vestigingen of delen van vestigingen vallend onder de culturele, feest-, sport-, ontspannings- en eventsector, met inbegrip van de pretparken, de dierentuinen en -parken. (art. 6 van bovenbedoeld ministerieel besluit van 1 november 2020);
- Niet-essentiële winkels en handelszaken moeten sluiten;

De raming van het tekort in omzet voor de eerste drie kwartalen van 2020 is de volgende :

Toeristische industrie 1.658.133.756 €

Toeristische industriesectoren – aandeel van enkel het toerisme 735.254.789 €

Toeristische industriesectoren – sectoren die hoofdzakelijk onder het toerisme vallen 629.245.268 €

De operatoren met afgelaste of ingeperkte activiteiten wegens opgelegd door de federale overheid in de Nationale Veiligheidsraad krijgen ook te maken met gederfde ontvangsten die op hun beurt verminderde kasmiddelen en een gebrek aan contante middelen veroorzaken. Daardoor dreigen stakingen van betalingen aan schuldeisers en nevengevolgen. Zaak is dus, om onhoudbare economische situaties te temperen.

3. Op 29 oktober 2020 heeft het Waals Parlement een nieuw decreet aangenomen tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19.

In artikel 1, § 1, daarvan wordt bepaald dat de Regering in de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest vallen alle nuttige maatregelen nemen om elke situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en de gevolgen ervan en die geregeld moet worden op straffe van ernstig gevaar.

4. Er is dus aan de Waalse Regering voorgesteld om alle dringende maatregelen te nemen ten behoeve van bepaalde operatoren belast met toeristische activiteiten om er de leefbaarheid van te ondersteunen en de blijvende gevolgen van de sanitaire crisis op de Waalse economie ongedaan te maken.

Deze vinden de grondslag van hun opbouw in een overkoepelend financieel steunprogramma op korte termijn waarvan de perimeter vastgesteld wordt op grond van de uitvoerende toeristische activiteiten.

De voorstellen werden opgebouwd rond volgende richtsnoeren :

- Contante middelen toekennen om stakingen van betalingen bij schuldeisers en nevengevolgen te voorkomen en onhoudbare economische situaties te temperen;
- Het vizier richten op de toeristische activiteiten die het meest lijden onder de maatregelen van de Nationale Veiligheidsraad;
- De administratieve last voor de steungerechtigden zo laag mogelijk houden;
- Zorgen voor een budgettaire beheersing door projectiemechanismen (cursoren en maximumbedragen) en de vaststelling van toegekende budgetten.

Beoogd worden :

- De activiteiten in de sector bezienswaardigheden;
- De activiteiten in verband met logies in de sector sociaal toerisme.
- De activiteiten van de logiesverstreckende inrichtingen als bedoeld in artikel 1, 27°, 29°, a) tot c), en 35

Voor wat betreft de logiesverstreckende inrichtingen wordt voorgesteld voorrang te verlenen aan de logiesverstreckers met het grootste aantal bedden daar de nieuwe maatregelen van de Nationale Veiligheidsraad voortaan bepalen dat elk gezin in een logiesverstreckende inrichting nog maar één “knuffelcontact” per gezinslid per keer mag onderbrengen per periode van zes weken (art. 8 van bovenvermeld besluit van 1 november 2020), wat de activiteit van de grootste logiesverstreckter sterk inperkt.

De ondersteuningsmaatregelen beoogd in de voorgestelde regelingen richten zich op de sectoren die het meest lijden onder de toegangsbeperkende maatregelen en de beslissingen tot sluiting opgelegd in het kader van de gezondheidsmaatregelen.

De toeristische bezienswaardigheden werden door de toegangsbeperkende maatregelen fors ingesnoerd en konden nooit op volle capaciteit werken, waardoor de gederfde inkomsten niet gering waren. De bijna volledige beperking van schooluitstappen heeft eveneens een forse impact op de sector.

De logiesverstreckers in het sociaal toerisme lijden eveneens fors onder de beperking van schoolreizen – sommige operatoren werden er zelfs toe gedwongen voorafgaand aan de beslissing van het Overlegcomité te sluiten.

De grootschalige logiesverstreckende inrichtingen hebben het zwaar te verduren met de beperking op sociale contacten en moeten hoge lasten dragen.

Sommigen onder hen konden zelfs niet heropenen sinds de lockdownbeslissing van 14 maart 2020 daar een aan beperkende voorwaarden verbonden opening ontoereikend was om de lasten inherent aan de werking van de inrichting te dragen.

Gelet op deze gegevens en op het feit dat de stakingen van betalingen aan de schuldeisers van de toeristische operatoren en aanverwante gevolgen dreigen voor te komen, met eventueel ondraaglijke gevolgen op economisch vlak wordt voorgesteld om bij voorrang deze sectoren te ondersteunen.

Het Commissariaat-generaal voor toerisme zal het beheer van de toekenning van deze steun op zich nemen overeenkomstig de opdrachten die het toegewezen kreeg krachtens artikel 5.D, § 1, 1°, van het Toerismewetboek.

5. De wetgevingstechniek van de bijzondere machten wordt in overweging genomen. Wegens het beleidsoverschrijdend karakter van de maatregelen en met oog voor een vlotte leesbaarheid, wordt door de Regering een enkel besluit aangenomen.

6. Op 13 juni november 2020 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Minister van Ambtenarenzaken, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid van het Waals Gewest verzocht advies uit te brengen binnen een termijn van vijf werkdagen over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. XXX houdende het steunprogramma voor operatoren in de toeristische sector in het kader van de sanitaire crisis in verband met COVID-19.

Het advies van de Raad van State werd uitgebracht op 19 juni 2020 (advies 68/289/4).

## **II. Bespreking van de artikelen**

HOOFDSTUK I. — *Steun voor de toeristische attracties toegelaten door het Commissariaat-generaal voor Toerisme voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur tijdens de periode van verplichte sluiting voor het publiek als gevolg van de maatregelen van de Federale Overheid om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken*

**Artikel 1, paragraaf 1**, verwijst naar artikel 1, 5°.D van het Waals Toerismewetboek, waarin een begripsomschrijving opgenomen is van wat onder een toeristische bezienswaardigheid wordt verstaan :

*“5° toeristische bezienswaardigheid : de plaats van bestemming, bestaande uit een geheel van geïntegreerde en duidelijk identificeerbare activiteiten en diensten van een bestendige infrastructuur, die op regelmatige wijze uitgebaat wordt als natuurlijke, culturele of recreatieve waardevolle kern en die aangelegd is met het doel toeristen, dagtoeristen en plaatselijke bezoekers zonder voorafgaandelijke reservering te ontvangen;*

*Kermisattracties, plaatsen die eenvoudigweg materieel te huur aanbieden, landschappen, steden, vrij toegankelijke plaatsen en plaatsen bestemd voor loutere sportbeoefening, voor de organisatie van spektakels, cultuur-, sportevenementen of feestelijkheden vormen geen toeristische bezienswaardigheid”.*

Er dient naar deze begripsomschrijving verwezen voor de uitvoering van de steunmaatregel overwogen in dit hoofdstuk.

Bij ministeriële besluiten van 28 oktober 2020 en 1 november 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen ter beperking van de verspreiding van COVID-19 werden alle toeristische bezienswaardigheden vanaf 1 november 2020 gesloten tot en met 13 december 2020.

Over de periode van schorsing van hun activiteiten hebben de toeristische bezienswaardigheden dus geen enkele ontvangst in verband met inkomgelden geïnd.

Overigens hebben de toeristische bezienswaardigheden over diezelfde periode kosten moeten dragen voor de instandhouding en het onderhoud van hun infrastructuren, waaronder sommige permanent zijn.

Om deze operatoren te ondersteunen, beslist de Regering een financieel steunmechanisme in te voeren voor de operatoren, om deel te nemen aan het dekken van de kosten inherent aan de instandhouding en aan het onderhoud van de infrastructuren van de toeristische bezienswaardigheden ten opzichte van het toeristisch gewicht van de betrokken bezienswaardigheid.

**Paragraaf 2** voorziet in de voorwaarden voor de toekenning van deze steun.

In aanmerking komen voor de maatregel, de toeristische bezienswaardigheden in de zin van artikel 1, 5°, van het Waals Toerismewetboek, gemachtigd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme krachtens de artikelen 110.D en volgende van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van het besluit.

**Paragraaf 3** verstrekt de formule voor de berekening van het steunbedrag.

Er wordt van uitgegaan dat de ontvangsten gebonden aan de toegangsprijzen een minimumdekking vormen voor de kosten gebonden aan de infrastructuur van de bezienswaardigheden, zonder welke de rendabiliteit van de activiteiten niet gewaarborgd kan worden.

Bijgevolg is de aangenomen methodologie voor de berekening om het bedrag van de steun, toegekend aan de operatoren, vast te stellen.

Criteria die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de steun :

- Daggemiddelde van de betalende bezoeken over het jaar (betalende bezoekers 2019 / 365);
- Forfaitair vastgesteld bedrag bij elk betalend bezoek, bestemd voor onderhoud van de infrastructuur : 1,25 €;
- Het aantal dagen waarop de bezienswaardigheid gesloten is, namelijk 43 dagen.

Het bedrag van de steun, toegekend aan de operatoren, wordt vastgesteld door vermenigvuldiging van deze drie factoren.

Het daggemiddelde van de betalende bezoeken wordt berekend met als basis de betalende bezoeken van het jaar 2019. Dat aantal bezoekers wordt over het kalenderjaar 2019 berekend (van 1 januari tot 31 januari 2019), en zonder inoverwegingname van de volledige duur van de toeristische activiteit van de inrichting, om een gemeenschappelijk en eenvoudige rekenregel te behouden.

Om het aantal bezoekers te objectiveren en een gelijke behandeling te garanderen, is het aantal bezoekers gelijk aan het *“in tempore non suspecto”* door de operator aan het Commissariaat-generaal verstrekte getal overeenkomstig artikel 131, 11°, van het Wetboek, luidende :

*“De vergunninghouder verstrekt het Commissariaat-generaal voor Toerisme uiterlijk 31 januari van elk jaar de gegevens over de toeristische bezoekersaantallen van het afgelopen kalenderjaar, met inbegrip van de economische basisindicatoren en volgens de wijze bepaald door het Commissariaat-generaal voor Toerisme”.*

De berekeningsmethode voor de bezoekers werd door het “Observatoire wallon du Tourisme” vastgelegd op basis van statistieke normen, zodat dit voor alle operatoren een gelijke toepassing garandeert. Op vraag van het “Observatoire wallon du Tourisme”, dat de bezienswaardigheden bevraagt in verband met de bezoekersaantallen, worden de seizoenskaarten niet bij elk bezoek in rekening gebracht, maar enkel bij aankoop ervan. Er is dus geen veelvoudige berekening : elk abonnement telt voor één bezoek.

Het maximaantal in rekening gebrachte sluitingsdagen, namelijk 43, werd berekend in functie van de periode van 1 november tot en met 13 december 2020. Hier dient aangestipt dat dat aantal, rekening houdende met dwingende begrotingsfactoren, tot een maximum van 43 wordt beperkt.

Het aantal dagen waarop de bezienswaardigheid gesloten is, wordt in kalenderdagen geteld. Het feit dat de bezienswaardigheid hoe dan ook op sommige van die dagen gesloten zou zijn geweest (wekelijkse of seizoensgebonden sluitingsdagen enz) heeft geen enkel effect.

Paragraaf 4 bepaalt dat het bedrag van van de toegekende steun niet lager mag zijn dan 500 €, noch hoger dan 25.000 €.

**HOOFDSTUK II.** — *Ondersteuning van de verenigingen voor sociaal toerisme, erkend door het Commissariaat-generaal voor Toerisme, voor onderhoudskosten voor hun infrastructuren voor toeristische logiesverstrekking van 3 november 2020 tot 13 december 2020*

Artikel 2, paragraaf 1, strekt ertoe steun toe te kennen ten gunste van de verenigingen voor sociaal toerisme bedoeld in artikel 1, 48°, van het Waals Toerismewetboek (waarin sociaal toerisme omschreven wordt als “*de vrijetijdsvakantieactiviteiten die op zodanige wijze door een vereniging georganiseerd worden dat elke persoon, en meer in het bijzonder de economisch en cultureel mindergegoeden, de beste praktische voorwaarden aangeboden worden om daadwerkelijk toegang te krijgen tot die activiteiten*”) en die erkend zijn krachtens artikel 313.D van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van het besluit voor de onderhoudskosten van hun toeristische logiesinfrastructuren, gemaakt tijdens de periode van 14 maart 2020 tot en met 7 juni 2020 tijdens welke deze logiesvertrekkende inrichtingen voor het publiek gesloten waren wegens de opeenvolgende beslissingen van de federale overheid.

Deze steun wordt aan de vereniging voor sociaal toerisme zelf gestort, daar het de enige erkende marktdeelnemer is (die overigens over de rechtspersoonlijkheid beschikt) in de sector in het Waals Toerismewetboek.

Overigens dient bijzondere aandacht geschonken te worden aan toeristen met een economisch verzwakte portefeuille voor wie de gebruikmaking van logiesverstrekkings in het sociaal toerisme geen loutere keuze, maar de enige uitweg is.

De operatoren in het sociaal toerisme bieden kwaliteitsvolle logiesverstrekkings tegen een solidaire prijs aan.

De Regering heeft dus beslist, ze te ondersteunen via een financiële steun waardoor zij bij de hervatting van activiteiten onderhoud kwaliteitsvolle logies kunnen aanbieden, om de overdracht van de kosten, gemaakt voor het onderhoud van deze logies gedurende de periode van opschorting van hun activiteiten, op de voorgestelde prijzen te kunnen temperen.

Paragraaf 2 voorziet in de toekenningsvoorwaarden.

De vereniging voor sociaal toerisme bedoeld in artikel 1, 48°, van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit is erkend krachtens artikel 313.D van het Waals Toerismewetboek op de dag van inwerkingtreding van dit besluit.

Paragraaf 3 verstrekt de formule voor de berekening van het steunbedrag. De berekeningsmethode die voorgesteld wordt om het bedrag van de steun toegekend aan de operatoren voor sociaal toerisme vast te stellen, wordt in samenhang met hoofdstuk 1 vastgelegd, “*Ondersteuning voor de instandhouding van de infrastructuren van de toeristische bezienswaardigheden*”, waarbij evenwel rekening gehouden wordt met het feit dat de sluiting ervan begon op 3 november 2020.

Uitgaande van het principe dat het Commissariaat-generaal voor Toerisme niet over de specifieke bezoekcijfers beschikt voor elke logiesverstrekkings in het sociaal toerisme, wordt het criterium dat gekoppeld is aan het daggemiddelde van de betalende bezoekers over één jaar niettemin vervangen door de beddenscapaciteit van de logiesverstrekkings.

De ontvangsten in verband met de prijs van de overnachtingen dekken op zijn minst de kosten verbonden aan het onderhoud van de logiesverstrekkings in het sociaal toerisme, wil de rendabiliteit van activiteit behouden blijven.

Criteria die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de steun :

- Capaciteit van de logiesverstrekkings inzake aantal bedden :
- Forfaitair vastgesteld bedrag bij elke betalende overnachting, bestemd voor onderhoud van de logiesverstrekkings : 1,25 €;
- Het aantal sluitingsdagen van de logiesverstrekkings wordt vastgesteld op 41 dagen ter dekking van de periode van 03 november 2020 tot en met 13 december 2020.

Het bedrag van de steun, toegekend aan de operatoren, wordt vastgesteld door vermenigvuldiging van deze drie factoren.

**HOOFDSTUK III.** — *Ondersteuning ten behoeve van de vakantiewoningen en gemeubileerde accommodaties gemachtigd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme met een basiscapaciteit van meer dan tien personen voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur ten gevolge van de maatregelen genomen door de federale overheid om de verspreiding van COVID-19 te beperken*

In paragraaf 2 wordt bepaald dat een steun ten gunste van de toeristische logiesverstrekkings bedoeld in artikel 1, 29°, a) tot c), en 35°, van het Waals Toerismewetboek, met een capaciteit van meer dan tien personen, met machtiging krachtens artikel 202.D en volgende van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van het besluit, wordt verleend voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur voor toeristische logiesverstrekkings wegens de lage bezettingsgraad te wijten aan de maatregelen inzake volksgezondheid, namelijk het beperkt aantal knuffelcontacten.

Deze bepaling beoogt dus :

- elke toeristische logiesvertrekkende inrichting die zich buiten een vakantiedorp, een weekendverblijfpark, een toeristisch campingterrein bevindt, met uitsluiting van een hotelbedrijf, een kamplaats of een centrum voor sociaal toerisme, met één van de volgende benamingen :
  - a) “*landelijke vakantiewoning*”, indien ingericht in een landelijk gebouw dat typisch is voor een bepaalde streek, vrijstaand en met eigen toegang;
  - b) “*vakantiewoning in de stad*”, indien ingericht in een gebouw dat typisch is voor een bepaalde streek, vrijstaand en met eigen toegang, in een stadsgebied gelegen;
  - c) “*vakantiewoning op de hoeve*”, indien ingericht in een vrijstaand gebouw, met eigen toegang, van een in werking zijnd landbouwbedrijf of in de onmiddellijke nabijheid ervan;

- Gemeubileerde vakantiewoning: elke vrijstaande toeristische logiesverstrekkende inrichting met eigen toegang die zich buiten een vakantieoord, een weekendverblijfpark of een toeristisch campingterrein bevindt, met uitsluiting van een hotelbedrijf, kampeerplaats, een centrum voor sociaal toerisme of van streekgebonden toeristisch logies;

Paragraaf 2 strekt ertoe, een forfaitair bedrag van 2.500 € per gemachtigde inrichting vast te stellen, ongeacht het aantal bedden.

Er wordt immers, uitgaande van het principe dat het Commissariaat-generaal niet over specifieke bezoekerscijfers voor elke inrichting beschikt, en om snel steun vrij te maken voor deze sector, een forfaitaire financiële tegemoetkoming vast te stellen.

HOOFDSTUK IV. — *Nadere regels voor het toekennen van de subsidie- en steunaanvragen bedoeld in de hoofdstukken 1 tot 3*

**Artikel 4 6** voorziet in nadere regels voor het indienen van de subsidie- en steunaanvragen. Enkel de aanvragen ingediend op basis van de voorgevulde type-formulieren, vastgesteld door het Commissariaat-generaal voor Toerisme, zijn ontvankelijk.

Enkel de aanvragen uiterlijk ingediend op 7 december 2020 om 23u59 zijn ontvankelijk, hetzij bij briefwisseling ter post, waarbij de aanvraag gericht wordt in de vorm en volgens de nadere regels bepaald in het formulier, en de poststempel als bewijs geldt, hetzij een aanvraag bij e-mail, gericht in de vorm en volgens de nadere regels bepaald in het formulier, waarbij het versturen van deze e-mail geldt als datum van indiening van de aanvraag.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Artikel 5** bepaalt dat het besluit in werking treedt daags na aanneming ervan door de Waalse Regering.

**Artikel 6** bepaalt dat de Minister bevoegd voor Toerisme belast is met de uitvoering van dit besluit.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Afdeling wetgeving

Advies 68.289/4 van 19 november 2020 over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. ... houdende een tweede golf van ondersteuningsprogramma's voor operatoren in de toeristische sector in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19

Op 13 november 2020 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid van het Waals Gewest verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen advies uit te brengen over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering 'van bijzondere machten nr. ... houdende een tweede golf van ondersteuningsprogramma's voor operatoren in de toeristische sector in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19'.

Het ontwerp werd door de vierde kamer onderzocht op 19 november 2020. De kamer was samengesteld uit Martine Baguet, voorzitter van de kamer, Luc Cambier en Bernard Blero, Staatsraden, en Anne-Catherine Van Geersdaele, griffier.

Verslag werd uitgebracht door Benoit Jadot, eerste auditeur afdelingschef.

Het advies met onderstaande tekst werd uitgebracht op 19 november 2020.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, dienen in de adviesaanvraag in het bijzonder de motieven te worden opgegeven die het dringend karakter verantwoorden.

In het onderhavige geval wordt in de brief waarin het advies wordt gevraagd, geen melding gemaakt van de dringendheid.

Daarentegen bevat de kennisgeving gevoegd bij het dossier overgemaakt aan de afdeling Wetgeving, volgens welke de Waalse Regering op 13 november 2020 het ontwerp-besluit in eerste lezing heeft aangenomen en de Minister heeft opgedragen om, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, eerste lid, 3°, van gecoördineerde wetten 'op de Raad van State', binnen een termijn van vijf dagen het advies van de afdeling Wetgeving op te vragen, de volgende passage :

"De dringendheid wordt ingegeven door :

- de maatregelen afgekondigd door het Overlegcomité van 30 oktober 2020 en het ministerieel besluit van 1 november 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;
- door het feit dat de toeristische operatoren wier activiteiten zijn opgeschort of geannuleerd, nog steeds te maken hebben met lasten in verband met hun infrastructuur of met uitgaven die zijn gedaan vóór de beslissing van het Overlegcomité van 30 oktober 2020; dat zij ook krijgen te maken met gedeelde ontvangsten die op hun beurt verminderde kasmiddelen en een gebrek aan contante middelen veroorzaken; dat de stakingen van betalingen aan de schuldeisers van de toeristische operatoren en aanverwante gevolgen dreigen voor te komen, met eventueel ondraaglijke gevolgen op economisch vlak; dat de hervatting van de activiteiten van de toeristische operatoren verplicht de invoering van sanitaire maatregelen inhoudt.

Dringende maatregelen dienen bijgevolg aangenomen te worden ten gunste van de toeristische operatoren om hun leefbaarheid te ondersteunen en te voorkomen dat er een massaal domino-effect op de Waalse economie ontstaat.

Tot slot is het belangrijk om deze steun en subsidies onverwijld te kunnen storten; de dringende noodzakelijkheid is dus verantwoord".

Deze verantwoording van de dringendheid had in de brief met het verzoek om advies moeten worden opgenomen.

Bij wijze van uitzondering kan ze in aanmerking worden genomen om vast te stellen of het verzoek om advies ontvankelijk is.

In de toekomst moet er echter op worden toegezien dat de bijzondere motivering van de dringendheid die vereist is wanneer het advies van de afdeling Wetgeving binnen een termijn van ten hoogste vijf werkdagen wordt gevraagd, wordt opgenomen in de brief waarin het advies wordt gevraagd, teneinde de strikte naleving van artikel 84, § 1, eerste lid, eerste alinea, 3°, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State' te waarborgen, anders is het verzoek om advies onontvankelijk.

Bovendien moet, overeenkomstig artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State', de motivering van de dringendheid die in het verzoek om advies had moeten worden opgenomen, in de aanhef van het besluit worden overgenomen.

In het onderhavige geval wordt aan deze eis slechts gebrekkig voldaan.

Daar de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, tot de bevoegdheid van de steller van de akte en tot het voltooien van de voorafgaandelijke vormvereisten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten geeft het ontwerp aanleiding tot volgende bemerkingen.

#### ALGEMENE BEMERKINGEN

1. Het ontwerp-besluit wordt genomen ter uitvoering van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19.

Artikel 1, § 1, van het decreet van 29 oktober 2020 bepaalt het volgende :

"Om de Waalse Regering in staat te stellen om te reageren op de pandemie COVID-19, kan de Regering alle nuttige maatregelen nemen om elke situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en de gevolgen ervan en die met spoed geregeld moet worden op straffe van ernstig gevaar".

Uit deze bepaling volgt dat de machten die aan de Regering zijn verleend, uitsluitend bedoeld zijn om, met spoed en op straffe van ernstig gevaar, nuttige maatregelen te nemen om problematische situaties te voorkomen en aan te pakken binnen het strikte kader van de Covid 19-pandemie en de gevolgen ervan.

In het onderhavige geval zijn de artikelen 1 en 2 van het ontwerp-besluit zodanig opgesteld dat het duidelijk is dat de maatregelen ter ondersteuning van de toeristische sector waarin zij voorzien, binnen het kader vallen dat is vastgesteld bij artikel 1, lid 1, van het decreet van 29 oktober 2020.

In zijn huidige vorm is dit echter niet het geval voor artikel 3. In de bewoordingen van deze bepaling wordt immers niet uitdrukkelijk vermeld dat zij uitsluitend gericht is op het oplossen van probleemsituaties in het strikte kader van de Covid 19-pandemie en de gevolgen ervan, ook al blijkt uit het dossier dat dit de bedoeling is van de Regering.

Artikel 3 zal daarom worden herzien om rekening te houden met deze opmerking.

2. De vraag is om welke toelaatbare redenen het ontwerp-besluit op grond van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie de toepassing van de steunmaatregelen waarin het voorziet, beperkt tot bepaalde situaties en tot bepaalde categorieën operatoren van de toeristische sector.

De nota aan de Waalse regering die voorafgaat aan de aanneming van het ontwerp-besluit in eerste lezing geeft op dit punt de volgende toelichting :

"De steunmaatregelen die onder de voorgestelde regelingen vallen, zijn gericht op de sectoren die het zwaarst worden getroffen door de contingenteringsmaatregelen en de sluitingsbeslissingen die in het kader van de gezondheidsmaatregelen worden opgelegd.

De toeristische bezienswaardigheden zijn door de contingenteringsmaatregelen beperkt en zijn nooit in staat geweest om op volle capaciteit te heropenen, met als gevolg een aanzienlijk verlies aan inkomsten. De bijna totale beperking van de schooluitstapjes heeft ook een sterke impact op de sector.

De logiesverstrekkingen in het sociaal toerisme hebben ook veel te lijden onder de beperking van het aantal schoolreizen - sommige operatoren zijn vóór de beslissing van het Overlegcomité gedwongen om te sluiten.

Met name logiesverstrekkingen met een grote capaciteit worden zwaar getroffen door de beperkingen op sociale contacten en hebben te maken met aanzienlijke kosten.

Verscheidene van hen zijn sinds de lockdownbeslissing van 14 maart 2020 niet meer in staat geweest om te heropenen, omdat een opening met beperkingen hen niet in staat stelt om de kosten voor de exploitatie van hun vestiging te dragen.

Gelet op deze elementen en het feit dat de stakingen van betalingen aan de schuldeisers van de toeristische operatoren en aanverwante gevolgen dreigen voor te komen, met eventueel ondraaglijke gevolgen op economisch vlak, wordt voorgesteld om deze sectoren met voorrang te ondersteunen (1) " .

Deze toelichtingen zouden ook baat hebben bij opname in het verslag aan de Waalse Regering.

#### BIJZONDERE BEMERKINGEN

##### AANHEF

1. het ontwerp vindt zijn grondslag in artikel 1, § 1, van het decreet van 29 oktober 2020.

Het eerste lid dient dan ook als volgt te gesteld worden :

"Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19, inzonderheid op artikel 1, § 1;"

2. Aangezien de in de leden 2 en 3 genoemde bepalingen niet de rechtsgrondslag van het ontwerp vormen, worden deze leden weggelaten; wanneer zij echter betrekking hebben op het rechtskader van het ontwerp-besluit, kunnen deze bepalingen in de vorm van overwegingen worden vermeld

## BESCHIKKEND GEDEELTE

## Artikel 1.

In paragraaf 1 worden, in de Franse ontwerpversie, de woorden "à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale par les Arrêtés ministériels du 28 octobre 2020 et du 1<sup>er</sup> novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 pour limiter la propagation du coronavirus Covid 19" vervangen door de woorden "en application de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ou de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> novembre 2020 qui l'a modifié".

## Artikel 3

Paragraaf 1 geeft aanleiding tot volgende algemene bemerkingen :

1. Uit de toelichting van de afgevaardigde van de Minister blijkt dat de verwijzing naar artikel 1.D, 29°, a), b) en c), en 35°, van het Waals Toerismewetboek volstaat om alle categorieën van toeristische logiesverstrekingen te identificeren waarop de betrokken bepaling van toepassing is.

Het is dus niet nodig en zou een bron van dubbelzinnigheid kunnen zijn om ook te verwijzen naar artikel 1.D, 27°, van het Waals Toerismewetboek.

Zoals de afgevaardigde van de Minister is overeengekomen zal de verwijzing naar deze laatste bepaling bijgevolg worden weggelaten.

2. De afgevaardigde van de Minister heeft aangegeven dat, om verwarring te voorkomen, het woord "bedden" moet worden vervangen door het woord "personen".

De tekst zal dienovereenkomstig worden gecorrigeerd.

## Artikel 5

De afdeling wetgeving ziet niet goed in waarom het ontworpen besluit uitwerking zou moeten hebben of in werking zou moeten treden op een datum die is vastgesteld op basis van de dag van aanneming ervan.

Dan is bijgevolg beter om de datum van bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad* in overweging te nemen om de inwerkingtreding ervan vast te stellen.

DE GRIFFIER,  
Anne Catherine Van Geersdaele

DE VOORZITSTER,  
Martine Baguet

## Nota

(1) Blz. 8 van de nota aan de Waalse Regering.

**23 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 56 houdende een tweede golf van ondersteuningsprogramma's voor operatoren in de toeristische sector in het kader van de gezondheids-crisis COVID-19**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids-crisis door COVID-19, inzonderheid op artikel 1, § 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 november 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 november;

Gelet op het rapport van 19 mei 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de maatregelen van de federale overheid ter beperking van de verspreiding van het coronavirus COVID-19 de contingentering of de opschorting inhouden van sommige activiteiten met een cultureel, sociaal, feestelijk, folkloristisch, sportief, toeristisch en recreatief karakter evenals de contingentering of de sluiting voor het publiek van de toeristische operatoren met ingang van 1 november 2020;

Dat de toeristische operatoren waarvan de activiteiten werden geschorst, beperkt of afgelast, nog steeds te maken hebben met kosten voor het onderhoud van hun infrastructuur of met uitgaven die werden gemaakt vóór de maatregelen die de federale overheid bij bovenvermeld ministerieel besluit van 1 november 2020 heeft genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Dat ze te maken hebben met het uitblijven van ontvangsten, waardoor het kasgeld vermindert en er een gebrek aan liquide middelen ontstaat;

Dat de stakingen van betalingen aan de schuldeisers van de toeristische operatoren en aanverwante gevolgen dreigen voor te komen, met eventueel ondraaglijke gevolgen op economisch vlak;

Dat bijgevolg dringende maatregelen aangenomen dienen te worden ten gunste van de toeristische operatoren om hun leefbaarheid te ondersteunen en te voorkomen dat er een massaal domino-effect op de Waalse economie ontstaat;

Dat het van belang is om dergelijke steun en subsidies zo snel mogelijk te kunnen betalen en dat de dringende noodzakelijkheid daarom gerechtvaardigd is;

Gelet op het advies 68.289/4 van de Raad van State, gegeven op 19 november 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het Waals Toerismewetboek;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 en het ministerieel besluit van 1 november 2020 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Op de voordracht van de Minister van Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I.** — *Ondersteuning van de door het Commissariaat-generaal voor Toerisme toegelaten toeristische bezienswaardigheden voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur tijdens de periode van verplichte sluiting en van beperkte toegankelijkheid voor het publiek als gevolg van de maatregelen van de Federale Overheid om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken*

**Artikel 1.** § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent het Commissariaat-generaal voor Toerisme steun toe aan de toeristische bezienswaardigheden bedoeld in artikel 1.D, 5° van het Waals Toerismewetboek, die krachtens artikelen 110.D en volgende van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit toegelaten zijn, voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur in de periode waarin hun activiteiten voor het publiek beperkt waren als gevolg van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken of van het ministerieel besluit van 1 november 2020 dat bedoeld besluit heeft gewijzigd.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde steun wordt toegekend wanneer de toeristische bezienswaardigheid wordt toegelaten krachtens artikelen 110.D. en volgende van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

§ 3. Het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde steun wordt berekend volgens de formule “PT x EI x 43” waarin :

- 1° PT stemt overeen met het daggemiddelde van het aantal bezoeken over het kalenderjaar 2019, en vertegenwoordigt het toeristisch gewicht van de toeristische bezienswaardigheid. Het daggemiddelde wordt bekomen door het totaal aantal bezoeken over het kalenderjaar 2019 te delen door 365. Het aantal bezoeken over het kalenderjaar 2019 wordt vastgesteld onder verwijzing naar de informatie die de toeristische bezienswaardigheden medegedeeld hebben aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme voor het jaar 2019, ter uitvoering van artikel 131, 11°, van het Waals Toerismewetboek;
- 2° EI stemt overeen met 1,25 €, beschouwd als het forfaitair deel van de prijs van het betalende inkomticket dat de onderhoudskosten van de infrastructuur dekt.

§ 4. Het bedrag van de steun bedoeld in paragraaf 1 mag niet lager dan 500 € en niet hoger dan 25.000 € per toeristische bezienswaardigheid zijn.

**HOOFDSTUK II.** — *Ondersteuning van de verenigingen voor sociaal toerisme, erkend door het Commissariaat-generaal voor Toerisme, voor onderhoudskosten van hun infrastructuur voor toeristische logiesverstrekking van 3 november 2020 tot 13 december 2020*

**Art. 2.** § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent het Commissariaat-generaal voor Toerisme steun toe aan de verenigingen voor sociaal toerisme bedoeld in artikel 1, 48° van het Waals Toerismewetboek, die krachtens artikel 313.D van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn, voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur voor toeristische logiesverstrekking in de periode waarin hun activiteiten voor het publiek beperkt waren als gevolg van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken of van het ministerieel besluit van 1 november 2020 dat bedoeld besluit heeft gewijzigd.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde steun wordt toegekend wanneer de vereniging voor sociaal toerisme bedoeld in artikel 1, 48°, van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend is krachtens artikel 313.D van het Waals Toerismewetboek.

§ 3. Het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde steun wordt forfaitair berekend volgens de formule “CA x EH x 41” waarbij :

- 1° CA overeenstemt met de maximale dagelijkse opvangcapaciteit naar aantal bedden van de gezamenlijke toeristische logiesverstrekkingen beheerd door een vereniging voor sociaal toerisme;
- 2° EH overeenstemt met 1,25 €, beschouwd als het forfaitair deel van de prijs van elke betalende overnachting ter dekking van de onderhoudskosten van de infrastructuur van de toeristische logiesverstrekkingen beheerd door een vereniging voor sociaal toerisme.

**HOOFDSTUK III.** — *Ondersteuning ten behoeve van de vakantiehuizen en gemeubileerde accommodaties gemachtigd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme met een basiscapaciteit van meer dan tien personen voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur ten gevolge van de maatregelen genomen door de federale overheid om de verspreiding van COVID-19 te beperken*

**Art. 3.** § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent het Commissariaat-generaal voor Toerisme een forfaitaire steun toe aan de toeristische logiesverstrekkingen met een capaciteit van meer dan 10 personen bedoeld in artikel 1, 29° a, b en c, en 35°, van het Waals Toerismewetboek, die krachtens de artikelen 202.D en volgende van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit toegelaten zijn, voor de aan deze toeristische logiesverstrekkingen gebonden kosten in de periode van 3 november 2020 tot en met 13 december 2020 waarin hun activiteiten voor het publiek beperkt waren als gevolg van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken of van het ministerieel besluit van 1 november 2020 dat bedoeld besluit heeft gewijzigd.

§ 2. Het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde steun stemt overeen met een forfaitair bedrag van 2.500 € per toegestane logiesverstrekking.

## HOOFDSTUK IV

*Nadere regels voor de toekenning van de subsidies en steun bedoeld in de hoofdstukken 1 tot 3*

**Art. 4.** De aanvraag tot toekenning van de subsidies en de steun bedoeld in de hoofdstukken 1 tot 3 wordt ingediend met behulp van het vooraf ingevulde formulier dat aan de begunstigde wordt toegezonden. Ze wordt per post of per elektronische post naar het Commissariaat-generaal voor Toerisme gestuurd op de in de formulieren aangegeven adressen.

Enkel de aanvragen uiterlijk ingediend op 7 december om 23u59 zijn ontvankelijk.

In het geval van een post moet de aanvraag, geadresseerd in de vorm en op de wijze als voorzien in het formulier, vóór die datum worden ingediend, waarbij het poststempel geldt als bewijs van verzending.

In het geval van een aanvraag per elektronische post, geadresseerd op de wijze en in de vorm zoals voorgeschreven in het formulier, is de datum van verzending van de elektronische post de datum van indiening van de aanvraag.

Indien de door de begunstigde op het formulier ingevulde informatie onvolledig, onleesbaar of onregelmatig is, kan de aanvraag door het Commissariaat-generaal voor Toerisme als onontvankelijk worden beschouwd.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking daags na aanneming ervan.

**Art. 6.** De Minister bevoegd voor Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 november 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

---



---

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

---

### GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

---

#### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

##### VLAAMSE OVERHEID

##### Werk en Sociale Economie

[C – 2020/43827]

**25 NOVEMBER 2020. — Ministerieel besluit betreffende  
de veiligheidsvoorschriften in de dienstencheque-sector om de verspreiding van het coronavirus te beperken**

#### Rechtsgronden

Dit besluit is gebaseerd op:

- Koninklijk Besluit van 12 december 2001, art. 8, § 1, tweede lid, zoals gewijzigd bij het Besluit van de Vlaamse Regering van 20 november 2020 tot wijziging van artikel 8 van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques, wat betreft de verhoogde tegemoetkoming en art. 2<sup>quater</sup>, § 4, 4°.

#### Motivering

De aanhoudende verspreiding van het coronavirus houdt een blijvend risico in voor de volksgezondheid. De federale minister van Veiligheid en Binnenlandse zaken heeft de nodige maatregelen getroffen om de verspreiding van het virus te bestrijden met het Ministerieel Besluit van 28 oktober 2020. Binnen het kader van deze maatregelen kan de dienstencheque-sector open blijven. De huishoudhulpen tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst dienstencheques, begeven zich doorheen de werkweek naar verschillende gezinnen om hun taak uit te oefenen. Het is dan ook essentieel dat het risico op een besmetting hierbij geminimaliseerd wordt. Dit kan alleen door de noodzakelijke veiligheidsmaatregelen te nemen en deze dwingend op te leggen aan alle betrokken partijen bij deze activiteiten: de werkgevers, werknemers en gebruikers. Hierbij worden de 6 fundamentele principes van het bestrijden van de corona-epidemie toegepast, zoals ook naar voren geschoven door CELEVAL en de nationale veiligheidsraad op 23 september 2020, in de mate dat deze van toepassing zijn: de hygiëneregels respecteren, anderhalve meter afstand houden, risicogroepen beschermen, nauwe contacten beperken, de samscholingsregels respecteren en activiteiten buiten houden.